

Vers plus de nucléaire



La politique énergétique en Hongrie

Comme ce fut le cas après les catastrophes de Three Mile Island (1979) et de Tchernobyl (1986), le désastre japonais a suscité un émoi et de vives interrogations sur l'énergie nucléaire. En Hongrie, la centrale nucléaire de Paks –la seule sur le sol hongrois– produit plus de 40% de l'électricité du pays, le reste provenant essentiellement d'énergies fossiles. Tout laisse à penser que la Hongrie cherchera à développer son énergie nucléaire.

La centrale de Paks comporte quatre réacteurs à eau pressurisée de conception soviétique qui ont été mis en service entre 1982 et 1987. Chaque réacteur contient 42 tonnes d'uranium légèrement enrichi et est équipé d'un système de refroidissement de secours et de systèmes évolués pour le traitement des défaillances. Après avoir été utilisé pendant quatre ans dans le réacteur, les barres de combustibles sont stockées pendant cinq ans dans une piscine adjacente au réacteur, avant d'être transférées vers un stockage définitif. Tout ce dispositif n'a pu empêcher l'incident de 2003 lors de l'arrêt du réacteur 2 pour rechargement annuel, qui s'est soldé par une fuite de combustibles, donc radioactive.

En 2005, le Parlement avait décidé de prolonger la durée de vie des réacteurs de vingt ans. Entre 2006 et 2009, la puissance des réacteurs a été augmentée de 8%, ce qui a permis de produire 43% de l'électricité nationale en 2009. Au printemps de cette même année, la représentation nationale s'est massivement (95,4%) prononcée en faveur de l'ouverture d'études préparatoires à la construction d'une deuxième centrale nucléaire sur le site de Paks. La nouvelle centrale serait composée d'au moins un réacteur de troisième génération dont la mise en service est officiellement prévue pour 2020, et 2025 pour l'éventuel second réacteur.

Récemment, le Ministre du Développement national, Tamas Fellegi, a annoncé que le gouvernement s'apprêtait à lancer un appel d'offres pour l'extension du site de Paks. Tous les détails du projet, et notamment le choix de la technologie, seront connus en 2013. Ce choix devrait se faire a priori entre l'AES-2006 (Atiomstroyexport), AP-1000 (Westinghouse), EPR (Areva), ATMEA (Areva et Mitsubishi) et APR-1400 (KEPCO). Ce projet, anciennement appelé « Teller » prend le nom de « Lévy ».

Le gouvernement prend donc le pari du nucléaire. Il entend ainsi maîtriser davantage la satisfaction des besoins énergétiques du pays en s'émancipant peu à peu de la tutelle russe qui pèse sur ses épaules en matière de gaz. Cette volonté de miser sur le nucléaire participe de la même logique que le soutien au projet Nabucco, c'est-à-dire un gazoduc reliant l'Iran et la Transcaucasie aux pays d'Europe centrale. Ce projet est soutenu par l'UE et ne fait évidemment pas les affaires de Moscou. Budapest a donc pour objectif de réduire la dépendance énergétique envers la Russie pour se prévaloir des exigences intransigeantes des gaziers russes. Les autorités hongroises ont également bien conscience que la fluctuation du prix de l'uranium a un effet moins important sur le coût final de la production d'électricité que les énergies à base d'hydrocarbures.

Yann Caspar

•
Catégorie
Agenda Culturel